

# Pourquoi s'intéresser au Chili?

présentation du dossier par Yves Vaillancourt

Dans le dernier numéro de *Relations* (juin 1972), nous avons présenté un dossier sur le congrès des « chrétiens pour le socialisme » qui s'est tenu à Santiago, du 23 au 30 avril dernier. Or, à la suite de ce congrès, nous, les quatre membres de la délégation québécoise, avons pris une semaine supplémentaire pour inventorier la réalité chilienne, d'un point de vue plus carrément politique. Nous l'avons fait à partir de nos expériences et de nos intérêts en tant que militants engagés dans le mouvement ouvrier et dans la lutte pour la construction du socialisme au Québec. Le présent dossier ne vise pas à faire le point sur le moment actuel du processus chilien, mais se contente d'attirer l'attention sur quelques faits qui nous ont spécialement parlé.

le comité des douze tire une conclusion qui concerne directement le présent dossier, sur l'importance, à ce stade de notre recherche collective, de porter intérêt à l'histoire du socialisme ailleurs:

Tous ces différents socialismes doivent être étudiés et discutés. Plusieurs résolutions [préparatoires au congrès de la CSN] ont en effet mentionné l'intérêt de connaître les implications et les résultats du socialisme dans divers pays. Ces études sont nécessaires pour nous permettre d'élaborer le contenu de notre socialisme même si celui-ci doit être différent et adapté aux conditions de notre pays. (p. 17.)

## Est-ce pour copier ce qui se fait ailleurs ?

Peut-être certains lecteurs, même parmi ceux qui sont ouverts à l'idée d'un socialisme québécois, seront-ils étonnés de l'importance que nous accordons à des expériences sociales qui sont en cours ailleurs. Est-ce qu'on ne succomberait pas à la tentation de faire de l'importation et de plaquer sur la réalité québécoise des diagnostics et des modèles qui, pour valables qu'ils puissent être à l'extérieur, ne risquent pas moins de devenir artificiels et irréalistes aussitôt qu'ils sont transportés chez nous ?

Nous reconnaissons l'existence d'un tel danger. Nous n'en demeurons pas moins persuadés qu'à ce stade-ci de l'histoire de la collectivité québécoise et, plus précisément, du développement du mouvement ouvrier chez nous, il est indispensable de tenir compte des diverses expériences socialistes en cours ailleurs, en vue de mieux inventer et faire le souhaitable et le possible québécois.

## À la suite du dernier congrès de la CSN

Depuis un an, surtout depuis le fameux document *Ne comptons que sur nos propres moyens*, le débat autour de la question du socialisme n'a fait que s'intensifier au Québec. Certes, l'idée du socialisme rencontre des opposants acharnés, les uns plus subtils (comme les Ryan), les autres plus grossiers (comme les Yvon Dupuis). Mais elle rencontre une sympathie montante dans la classe ouvrière et dans les secteurs intermédiaires.

Au sujet de cette réflexion collective sur le socialisme, les observations et les remarques présentées dans le *Rapport du Comité des Douze*, dans le cadre du dernier congrès de la CSN, nous apparaissent tout à fait pertinentes, au sujet de la position de plusieurs syndicalistes (et, par extension, de plusieurs travailleurs et de plusieurs Québécois), dans le débat sur le socialisme. Le comité des douze constate que la question du rejet du système capitaliste fait moins problème que celle de l'adhésion au socialisme, notamment au socialisme tel que décrit dans trois courtes pages de *Ne comptons que sur nos propres moyens*. (Cf. *Rapport*, pp. 9-11.) Dans plusieurs fédérations et conseils centraux, on aimerait avoir plus de preuves de la non viabilité d'une « troisième voie » qui ne serait ni capitaliste, ni socialiste: le coopérativisme, par exemple. (Cf. *Ibid.*, pp. 11-12.)

Avant d'adhérer à un quelconque projet socialiste, on souhaiterait avoir plus de précisions sur le contenu et les étapes, être certain qu'on va tenir compte des données québécoises et nord-américaines (p. 14.), qu'on ne s'acheminera pas du côté d'un « socialisme bureaucratique de type soviétique » (p. 15), qu'on prendra en considération le fait que le socialisme a connu des formes très variées, surtout dans l'histoire récente (p. 16.). S'appuyant sur ces observations,

## Intérêt du cas chilien

C'est à la manière d'une modeste contribution en ce sens que nous présentons notre dossier. Nous croyons que la créativité sociale québécoise ne sera pas menacée, mais dynamisée, à mesure qu'elle pourra miser sur plus d'éléments d'information au sujet des efforts déployés en Russie, en Europe de l'Est, en Algérie, en Tanzanie, au Nord-Vietnam, en Chine, à Cuba, au Chili, pour construire le socialisme, avec tout ce que cela a pu et peut comporter d'échecs, de limites, de difficultés, autant que de réussites.

Dans le contexte de cette tâche, le cas chilien nous apparaît spécialement intéressant. Révélatrice à ce sujet, la facilité avec laquelle, par-delà les distances géographiques et linguistiques, les politisés chiliens et québécois se retrouvent sur la même longueur d'onde, lorsqu'ils ont la chance de se rencontrer. Comme Québécois, nous sommes vite frappés par quelques points communs: un degré assez élevé d'industrialisation, l'ampleur des secteurs intermédiaires (la « classe moyenne » des éditorialistes « objectifs »), le faible degré d'analphabétisme, une population de moins de 10 millions d'habitants, la domination économique et culturelle de l'impérialisme américain, le rôle actif de nombreux comités de citoyens en milieux populaires, l'influence d'un certain christianisme traditionnel sur la conscience politique du citoyen moyen, le souci de faire la transformation de la société étape par étape, etc. Mais nous ne tardons pas à envier certaines différences au chapitre de l'histoire du mouvement ouvrier et de l'organisation politique autonome de la classe des travailleurs sur la base du milieu résidentiel (organisation des quartiers populaires) et du milieu de travail (organisation des syndicats). D'où l'attention spéciale que nous avons donné lors de notre séjour (et qui se réitérera dans ce dossier) à certains faits chiliens qui correspondent à des aspirations québécoises: des partis politiques des travailleurs, des entreprises auto-gérées, des quartiers populaires organisés.

## Favoriser la solidarité Québec-Chili

Pendant notre séjour au Chili, il y a une idée que nous avons discutée entre nous, avec des Chiliens et, surtout, avec ces Québécois qui travaillent au Chili (et nous ont si chaleureusement reçus et pilotés): ne serait-il pas possible et souhaitable que d'autres Québécois, militants syndicaux, militants de groupes populaires, militants de l'aile gauche du PQ, puissent partager la chance que nous avons eue ? Ne serait-il pas possible de faire en sorte que, régulièrement, certains Québécois politisés puissent aller « faire leur petit tour » et nous ramener d'autres informations ? C'est dans cette perspective que nous avons l'intention de créer, l'automne prochain, au Centre de formation populaire, un mini-secrétariat qui aurait pour tâche de favoriser la solidarité Québec-Chili.

---

# 1. La participation des travailleurs dans l'entreprise: l'exemple de Montero

---

par  
Louis Favreau \*

Un test de vérité important de tout gouvernement qui cherche à assurer la transition au socialisme, c'est ce qui se passe dans les entreprises en termes de participation des travailleurs. C'est, en effet, par là qu'il est permis de voir qui détient effectivement le pouvoir économique. Ce que le socialisme doit changer, c'est la condition de la classe ouvrière, surtout au niveau de l'organisation du travail et des décisions dans l'entreprise.

A ce niveau, il est manifeste que le gouvernement de l'Unité Populaire a un programme limité: il ne veut nationaliser qu'une partie de l'économie, et particulièrement les 91 grandes

entreprises qui constituent 70% de l'économie du pays. Actuellement, 36 de ces entreprises ont été nationalisées, et on tente de créer à l'intérieur de celles-ci un système de *co-gestion* par étapes. En ce sens, le gouvernement Allende est pré-socialiste. Il n'a d'ailleurs jamais prétendu être autre chose, et ce n'est pas à ce niveau qu'il y a innovation dans la transition au socialisme. Cependant, *cette condition politique* — à savoir un gouvernement favorable au socialisme — *fournit de nouvelles possibilités* à des groupes de travailleurs pour qui la prise en mains de leur entreprise constitue un objectif prioritaire.

nistère et la situation de crise à l'intérieur de l'usine amènent les ouvriers à vouloir agir rapidement: on décide de s'emparer de l'usine et de la faire fonctionner sans les patrons, ce qui amènera par la suite la nationalisation.

---

## Comment des travailleurs réorganisent leur usine

---

Après plusieurs débats, en assemblée générale, pour donner à l'usine un nouveau statut, on en arrive à se donner une nouvelle conception de l'usine: « on considère que l'usine est la propriété de l'Etat, qu'elle doit être administrée par les travailleurs et qu'elle est au service du peuple chilien », nous dit l'un de ceux avec qui nous discutons.

Mais comment gérer l'usine sans patrons et sans contremaîtres? L'assemblée des travailleurs décide de constituer des comités de production dans chaque département (il y en a cinq) et d'élire des travailleurs sur ces comités, quitte à les critiquer s'ils se comportent comme les anciens contremaîtres. Chaque département ayant élu des représentants, on met aussi sur pied un comité de coordination générale, comprenant des membres des comités de production et des deux syndicats. Reste que, pour coordonner l'organisation du travail, il faut des compétences précises. L'ancien gérant général qui, dans tout le remue-ménage, s'est solidarisé avec les travailleurs, se voit confier de nouveau la tâche qu'il exerçait auparavant. Il est cependant contrôlé, désormais, par un conseil d'administration composé de 7 personnes: un représentant de l'Etat et 6 travailleurs (2 élus par le syndicat ouvrier, 2 élus par le syndicat des employés de bureau et 2 élus par l'assemblée générale).

---

## Ce qui s'est passé à l'usine Montero

---

Nous avons été à même d'observer ces nouvelles possibilités en passant une journée entière dans une usine en voie d'autogestion: l'usine Montero, à Santiago.

Montero est une usine de fabrication de meubles qui emploie 400 employés (320 ouvriers et 80 employés de bureau). Cette usine, fondée en 1946, a appartenu à la famille Montero jusqu'à la fin de l'année 1970. Aujourd'hui, elle est en voie d'autogestion. Comment les travailleurs de cette usine en sont-ils arrivés là?

En 1967, les deux syndicats (celui des ouvriers et celui des employés de bureau) avaient mené une grève qui dura 44 jours. La grève avait été dure; les travailleurs retournèrent au travail sans avoir obtenu ce qu'ils voulaient. Après cette grève-échec, un groupe de militants de l'usine commence à se questionner sur le pourquoi de cet échec, mettant à contribution un professeur et quelques étudiants en sociologie de l'Université. La première question qui se posa fut celle de savoir à quoi servait le syndicat. On pesa ses limites. De fil en aiguille, on se mit à

rebrasser toute l'organisation capitaliste de l'entreprise: qui fait les profits? combien? grâce à qui? qui fixe les prix? qui détermine les cadences de travail?... pour conclure peu à peu à la nécessité pour les travailleurs, non seulement d'exiger de meilleurs salaires, mais d'en arriver à faire disparaître ce type d'organisation (avec des patrons, une hiérarchie dans l'entreprise, des écarts énormes de salaires entre ouvriers et employés, etc.). Ce qui faisait dire à l'un d'eux: « Si aucun parti comme tel ne nous a aidés dans notre réflexion, nous savons cependant que seul le socialisme peut nous libérer. » On se remit dès lors à l'action en contestant l'organisation du travail et la façon dont l'usine était gérée. Cela, par la publication d'un journal anonyme et en suscitant le débat lors des assemblées syndicales. Jusqu'au moment où l'U.P. entra au pouvoir, trois ans après cette grève. Entrée au pouvoir qui suscita dans plusieurs entreprises le boycottage de la production. A l'usine Montero ce fut le cas: le patron menace de mettre à pied 50 travailleurs, il n'achète plus de matières premières et veut vendre sa machinerie pour aller investir ailleurs. Les syndicats font des démarches auprès du ministère de l'Economie pour que l'usine soit nationalisée. La lenteur des démarches auprès du mi-

\* L'A. a travaillé pendant 4 ans comme animateur social dans plusieurs quartiers populaires de Montréal. Depuis un an, il est directeur du CFP (Centre de formation populaire).

## Les changements qui s'opèrent actuellement

Et qu'est-ce que tout ça a permis de changer? La réponse est immédiate: « Avec cette participation, personne ne reçoit plus d'ordres d'un contremaître. Cependant, les règlements que se sont donnés les travailleurs en assemblée générale doivent être respectés. Quatre personnes ont été congédiées pour ne pas avoir voulu respecter les nouvelles règles du jeu. On élimine peu à peu les divisions entre employés et ouvriers: diminution de l'écart de salaires entre les deux catégories, fusion possible des deux syndicats... On a augmenté la productivité de 20% et créé 60 emplois. On a éliminé la concession privée qui existait à la cafétéria de l'usine et il existe un magasin en ville pour la vente des meubles qui étaient auparavant vendus par des commerces privés. On comprend qu'on travaille au service du pays et non au service d'un capitaliste. » Telles sont les opinions qui ont été exprimées en réponse à notre question.

Par la suite, en circulant dans l'usine, nous avons demandé si les tâches les plus dures étaient remplies par les mêmes travailleurs qu'auparavant. Depuis un an, un système de rotation des tâches a été établi.

(Sur des questions d'ordre général, débordant l'entreprise elle-même, on nous a dit que le défaut de plusieurs nationalisations était d'avoir été faites sans consultation suffisante des ouvriers, ce qui avait eu pour conséquence leur absence d'« implication ». Sur la voie pacifique ou armée vers le socialisme, on nous a dit qu'on voulait éviter un « coût social élevé » à la révolution, mais que, si on était obligé de se défendre, on n'hésiterait pas à prendre les armes.)

Que conclure, sinon qu'il s'agit là d'une entreprise où la conscience politique des travailleurs est particulièrement avancée. Ce que nous avons recueilli, c'est le témoignage d'une avant-garde. Ceci donne néanmoins une image concrète, bien que partielle, des possibilités effectives des travailleurs à gérer leurs entreprises lorsque certaines conditions de base sont remplies.

## 2. L'organisation politique des travailleurs: l'expérience du MAPU

Il y a des militants ouvriers, au Québec, qui cherchent à s'organiser au plan politique. Nous avons vécu une amorce d'organisation surtout au niveau municipal (à Montréal avec le FRAP, à Baie Comeau et Haute-Rive, à St-Jérôme...). Etant donné notre peu d'expérience, il est, pour nous, important de voir ce qui se passe ailleurs.

Le mouvement ouvrier chilien a plus de 50 ans d'action politique: les premières organisations socialistes sont nées, au Chili, dans les années 20. A ce titre il peut nous apprendre beaucoup.

Nous avons eu l'occasion d'observer de plus près une des organisations de l'Unité Populaire: le MAPU. Ce petit parti, aux dires de ses dirigeants, a de 15 à 20,000 militants; il offre un intérêt particulier: c'est un parti jeune, qui n'a que trois ans d'existence; il est d'origine et de culture chrétiennes (plusieurs de ses militants proviennent du MOAC et de la JOC) et il a évolué progressivement vers le socialisme en s'inspirant de Marx et de Lénine. Le MAPU est né d'une dissidence à l'intérieur de la démocratie chrétienne. Surtout enraciné en milieu universitaire au début, il s'est rapidement implanté chez les paysans (avec J. Chonchol) et, par la suite, dans les quartiers populaires des grandes villes et dans les entreprises.

### Comment les militants du MAPU sont-ils organisés?

Ce qu'il faut bien voir au départ, c'est ce que signifie être un militant du MAPU. Car n'est pas militant qui le veut, au moment où il le veut. Deux exigences de base sont requises pour devenir militant: il faut avoir été impliqué dans un processus de formation politique<sup>1</sup> pendant six à douze mois, et être engagé dans un « front de masse », c'est-à-dire militer dans un comité de citoyens, une coopérative, un centre de jeunes ou un syndicat. Les militants sont regroupés sur la base de cellules locales composées de 5 à 10 membres, cellules autour desquelles gravitent des noyaux de sympathisants (voisins et amis qui sont sympathiques au parti) et des groupes d'adhérents (qui sont membres du parti et qui le supportent financièrement ou politiquement dans les moments chauds: temps d'élections, participation à des manifestations).

Les cellules de militants ont des réunions régulières (une fois par semaine) qui portent sur un événement politique local ou national qu'on cherche à analyser, à cerner

davantage: ce sont des réunions de réflexion politique, car la formation est conçue comme activité permanente dans le mouvement. Par là, les travailleurs qui militent dans ce parti ont alors la possibilité de se donner une culture politique qui leur est propre, un cadre d'analyse qui est le leur, c'est-à-dire une façon à eux de s'expliquer les problèmes sociaux qu'ils vivent et l'ensemble de la réalité chilienne. Ici, nous sommes encore imprégnés collectivement des idées que nous fournit la classe dominante<sup>2</sup> à travers ses média d'information et le contrôle qu'elle exerce sur les activités sociales au niveau des quartiers populaires (ex.: dans les groupes populaires, dans les associations sportives...) et même, jusqu'à un certain point, sur les activités syndicales (ex.: liens de certains dirigeants avec le parti libéral, comme semble le révéler la récente crise à la CSN).

Quant aux activités politiques des cellules de base (les GAP ou groupes d'action politique), elles se feront à l'intérieur des groupes populaires (dans les quartiers), des syndicats ouvriers (dans les entreprises) et des organisations étudiantes (dans les écoles et les universités). Les GAP sont organisés sur ces trois fronts ou secteurs pour faire du travail d'information (par la vente du journal du parti, par exemple), du travail d'organisation (par exemple, organisation d'une manifestation) ou de prise de responsabilités dans une organisation locale (par exemple, se faire élire à l'exécutif de son syndicat).

Ajoutons à cela que chaque militant fournit un pourcentage de son salaire au parti (1% pour ceux qui ont une famille à charge, 2% pour les célibataires) en plus de fournir un certain montant pour financer les activités locales du GAP. On retrouve également une exigence de discipline nécessaire à la lutte elle-même: à titre d'illustra-

1. Dans un document de la commission d'éducation politique qui relève de la direction nationale du parti, on retrouve les thèmes suivants: l'histoire de la lutte des classes au Chili, l'impérialisme au Chili, les classes sociales au Chili et les formes d'organisation des partis ouvriers.

2. Exemples courants: « Les syndicats créent l'inflation », « le socialisme, c'est la perte des libertés fondamentales », etc.

3. Ce qu'il faut dire ici, c'est que la gauche est en situation de mobilisation politique permanente, de façon peut-être plus marquée depuis l'entrée de l'U.P. au pouvoir. Une semaine avant notre arrivée, une manifestation regroupant plus de 500,000 personnes avait eu lieu à Santiago en réponse à celle organisée par la D.C. quelques semaines auparavant.

tion, un militant du MAPU nous a accompagnés pendant nos 15 jours là-bas, ce qui voulait dire, pratiquement, qu'il s'absentait de son GAP pendant ces 2 semaines. Il a eu à en informer son GAP, qui aurait pu refuser cette absence si on avait jugé que c'était période d'urgence pour le mouvement<sup>3</sup>. Cette façon de concevoir l'organisation politique se répercute sur l'ensemble de celle-ci: c'est ainsi, par exemple, que les permanents seront obligatoirement reliés à un GAP, à la base même, s'ils occupent un poste à la centrale du mouvement.

#### LES PARTI POLITIQUES AU CHILI

I — Ceux qui appartiennent à l'Unité Populaire (coalition qui est au pouvoir depuis 1970):

1. Le Parti communiste (1922)
2. Le Parti socialiste (1933)
3. Le MAPU: Mouvement d'action populaire unifiée (1969)
4. La Gauche chrétienne (1971)
5. Le MIR: Mouvement de la gauche révolutionnaire (1965)

(Le MIR est un mouvement plutôt qu'un parti politique et se trouve à appuyer l'Unité populaire de l'extérieur.)

II — Ceux qui constituent l'opposition:

1. La Démocratie chrétienne (centre)
2. Le Parti national (droite)

Je ne prétends pas ici être exhaustif, je ne présente pas de tableau général de l'organisation politique qu'est le MAPU... Je cherche simplement à illustrer d'une façon concrète comment un parti de travailleurs peut et doit s'organiser pour rompre avec des modèles bourgeois et être équipé pour lutter contre la classe capitaliste.

#### Pourquoi le MAPU est-il organisé de cette façon ?

Certains s'objecteraient à ces formes d'organisation en évoquant le risque de l'élitisme et de l'endoctrinement. Mais il s'agit ici d'hommes et de femmes qui font de la lutte politique une priorité dans leur vie quotidienne, avec ce que cela suppose: une formation politique permanente, une discipline volontaire, un militantisme qui implique une présence constante dans une organisation populaire. Et qui croient que cette façon de lutter politiquement est nécessaire pour abolir le capitalisme, y compris dans leur façon de vivre. Et cette façon de lutter est liée à une conception du parti et à une conception de la société future, c'est-à-dire un parti de masse fondant sa stratégie sur de grands mouvements de réforme où l'action directe à la base devient capitale pour réaliser le socialisme.

Louis Favreau

## 3. L'organisation dans les quartiers populaires

par  
Pierre Lagrenade \*

Le succès de l'Unité Populaire aux dernières élections présidentielles (septembre 1970) s'explique, en bonne partie, par le degré d'organisation des travailleurs ouvriers et agricoles. Cette organisation s'est d'abord faite sur la base des milieux de travail, par l'intermédiaire des syndicats ouvriers et paysans. Elle s'est développée aussi sur la base des milieux de vie, par l'intermédiaire de l'organisation collective dans les quartiers populaires. Examinons ce dernier point de plus près.

#### L'origine des « juntas de vecinos »

Avec l'urbanisation rapide qu'a connue le Chili, un très grand nombre de paysans se sont retrouvés isolés dans les grandes villes, notamment à Santiago, et confrontés à toute une série de problèmes: logements insalubres, absence de services de santé et de terrains de jeux, écoles vétustes et délabrées, etc.

A partir de 1930, des militants syndicaux et des militants des partis politiques de la classe ouvrière saisirent rapidement l'importance des problèmes des quartiers populaires. C'est grâce à l'impulsion donnée par ces militants que commencèrent à s'organiser des comités de citoyens (« juntas de vecinos »). Il s'agissait alors d'organiser la vie de quartier et de faire des pressions sur le gouvernement, en constituant une force politique au niveau local qui appartiendrait en propre aux travailleurs. Ainsi, déjà fortement structurée au niveau des usines et rapidement encadrée par des partis politiques qui lui appartenaient, la classe ouvrière chilienne jetait les bases d'une organisation de quartier qui lui permettrait, d'une part, de circons-

\* L'A. est rattaché au Conseil de Développement Social et travaille comme animateur social, depuis 5 ans, dans plusieurs quartiers populaires de Montréal; il est en rapport étroit avec le CFP.

crire les intérêts des travailleurs au niveau résidentiel et, d'autre part, d'associer les masses populaires chiliennes à sa lutte.

La combativité et l'importance que prirent ces comités de quartiers furent telles que, en 1966, le gouvernement réformiste de Frei leur accorda une reconnaissance légale. Composé de 6 citoyens élus à tous les deux ans et de 3 autres désignés par les organisations communautaires du quartier (comité de loisir, de sport, etc.), le comité de citoyens possède un certain nombre de responsabilités administratives au niveau local. Ainsi, il est chargé de préparer chaque année et d'administrer un plan de travaux publics (voirie, aqueduc, éclairage...), de superviser les actes de vente et de construction domiciliaire, de voir au respect des lois d'hygiène dans le commerce. De plus, il est autorisé à loger des plaintes et à obtenir des sanctions contre tout service public ou municipal et contre tout fonctionnaire qui fait mal son travail... De fait, en 1966, le gouvernement démocrate-chrétien ne faisait pas sanctionner par une loi les attributions que les comités de citoyens s'étaient données, à travers des luttes soutenues pendant 30 ans. Pensant peut-être les intégrer et les neutraliser en leur donnant une reconnaissance légale, le gouvernement de Frei s'est retrouvé avec des milliers d'associations locales qui ne cessaient de faire valoir les besoins et les intérêts des quartiers populaires.

#### Des instruments aux mains de la classe ouvrière

Ces milliers d'associations locales constituèrent autant de bases d'influence pour les partis politiques. C'est ainsi que les cellules de quartiers des partis de l'Unité Populaire, lorsqu'ils ne les contrôlaient pas déjà, avaient comme tâche politique, dans la période qui précéda l'élection de 1970, d'aller

travailler au sein de ces comités de citoyens. De là naquirent les « comités de l'Unité Populaire ».

Aujourd'hui, c'est grâce au travail politique accompli dans ces comités de quartiers que les travailleurs chiliens peuvent se protéger adéquatement contre les manœuvres de la droite (pour faire du sabotage), et commencer à administrer un certain nombre de services collectifs. Par exemple, dans le but de créer la panique, l'opposition capitaliste tenta de bloquer l'approvisionnement des magasins et de provoquer des hausses de prix. La réponse des comités ne tarda pas à venir.

---

### Ochagavia : un quartier ouvrier de Santiago

---

*Ochagavia* est un quartier ouvrier de la capitale qui a commencé à se construire il y a une quinzaine d'années. Des gens de ce quartier nous ont révélé que le développement des groupes populaires y est moyen, par rapport aux autres quartiers ouvriers de Santiago. Pour une population de 35,000 habitants, on y retrouve 6 comités de citoyens. L'encadrement de ces comités relève principalement de militants des partis communiste et socialiste. Après avoir résolu les principaux problèmes de voirie à l'intérieur de son secteur, chaque comité de citoyens s'est attaqué à l'organisation des loisirs, des terrains de jeu, des services aux mères de famille. Ainsi, on compte dans chaque comité de citoyens environ 6 « centres de mères », 5 clubs sportifs, 2 clubs de jeunes et, naturellement, un comité d'approvisionnement et de prix. Chaque comité de citoyens organise régulièrement des fêtes populaires, des

Dans tous les quartiers populaires, chaque comité de citoyens mit sur pied un *comité d'approvisionnement et de prix* chargé de vérifier si chaque magasin du quartier avait la diversité et la quantité de produits nécessaires à la consommation locale, et de vérifier si les prix fixés par le gouvernement étaient respectés. Les anomalies de distribution et de prix furent immédiatement rapportées et corrigées.

Voyons de plus près comment se passent les choses dans deux quartiers de Santiago que nous avons visités : *Ochagavia* et *Nueva Havana*.

séances de théâtre et de cinéma, des spectacles folkloriques, etc. Dans chacun des secteurs couverts par les 6 comités de citoyens, on retrouve une dizaine d'associations qui possèdent un local.

En somme, *toute l'organisation sociale et culturelle du quartier est administrée par la population du quartier*. Une quantité incroyable de membres de ces différentes associations participent régulièrement à des travaux en comités. Le quartier forme une véritable entité de vie sociale où les travailleurs contrôlent leur environnement immédiat, expérimentent quotidiennement la solidarité et développent une force et une pensée politique qui leur appartiennent en propre. C'est à partir de ce degré de ramification que se fait la mobilisation du peuple chilien.

---

### Nueva Havana : une réalisation d'avant-garde

---

*Nueva Havana* est un cas plus exceptionnel. Un groupe de paysans, encadrés par le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) avant d'arriver à Santiago, ont occupé un terrain dans la périphérie de la capitale. Ils se sont installés dans des logements temporaires et ont organisé toute une série de services collectifs : aide aux chômeurs, garderie d'enfants, service de loisirs, etc. Se basant sur les conquêtes antérieures des comités de citoyens et sur la sympathie du gouvernement Allende, ils ont résolu de pousser le plus loin possible le contrôle de leur vie de quartier. Ils ont donc conçu un plan d'aménagement et, après plusieurs démarches auprès du gou-

vernement, leur plan fut accepté. Comme une bonne partie d'entre eux étaient chômeurs, ils insistèrent auprès du gouvernement pour que les contrats de construction de leurs maisons, des aqueducs, des rues, etc., leur soient confiés. Après plusieurs autres démarches, ils obtinrent gain de cause. Ils s'agissait pour eux d'éliminer les profits capitalistes au niveau de la construction de leur quartier et d'obtenir du gouvernement des prêts convenant à leur situation financière. Quelques centaines de travailleurs s'organisèrent donc en entreprise de construction auto-gérée et se mirent au service de tous les citoyens de leur quartier et, éventuellement, de tout le Chili. Ainsi,

pour éliminer l'entreprise privée du secteur de la construction, ils surveillent les entreprises de matériaux, logent des plaintes au gouvernement concernant tel ou tel fournisseur, encouragent les travailleurs de ces entreprises à s'emparer de leur usine et donnent priorité d'achat aux entreprises de matériaux qui sont déjà contrôlées par les travailleurs. Leur projet est d'en arriver à abolir complètement le capitalisme dans le secteur de la construction. Une fois terminée la construction de leur quartier, ils veulent continuer à travailler dans le domaine de la construction et étendre encore davantage le contrôle ouvrier dans leur secteur de travail. Les plans des maisons et de l'aménagement du quartier ont été discutés par l'ensemble des travailleurs du quartier. On a accordé la priorité à la construction d'un centre communautaire où se tiennent les réunions des différents groupes du quartier. C'est là que les travailleurs de la construction vont prendre leur repas du midi. La cafétéria est également ouverte à ceux de leur quartier qui sont chômeurs. L'entraide et la solidarité ouvrière règnent à tous les niveaux. L'assemblée générale du quartier tout comme l'assemblée des travailleurs de l'entreprise de construction se réunissent régulièrement pour discuter les problèmes qui se posent, apporter des solutions et contrôler les mandats des exécutifs élus. Les citoyens du quartier édictent leurs propres règlements. Un tribunal populaire est chargé de voir au respect de ceux-ci et à l'arbitrage des différends qui surviennent entre les citoyens du quartier.

---

Les informations apportées au sujet de quartiers comme *Ochagavia* et *Nueva Havana* le suggèrent quelque peu : les travailleurs chiliens ne se contentent pas de s'organiser sur la base de leur milieu de travail. Ils accordent également une grande importance au *contrôle de leur milieu résidentiel*. Les partis politiques de l'Unité Populaire ont mis sur pied des cellules de quartier pour associer tout le peuple à la lutte de la classe ouvrière. Le degré de ramification de ces différentes organisations de quartiers favorise la cohésion nécessaire à la lutte et l'autonomie du pouvoir populaire. C'est à travers ce réseau que le peuple fait valoir ses revendications, surveille l'exécution du programme de l'Unité Populaire et organise les débuts d'un véritable pouvoir populaire.